Sandra J.T.M. Evers, Gwyn Campbell et Michael
Lambek eds., *Contest for land in Madagascar.
Environment, ancestors and development*

Leiden, Brill, « African Social Studies Series », 2013, 252 p.

Sophie Moreau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10225>

DOI : 10.4000/etudesrurales.10225

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 mars 2014

Référence électronique

Sophie Moreau, « Sandra J.T.M. Evers, Gwyn Campbell et Michael Lambek eds., *Contest for land in Madagascar. Environment, ancestors and development* », *Études rurales* [En ligne], 194 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10225> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.10225>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Sandra J.T.M. Evers, Gwyn Campbell et Michael Lambek eds., *Contest for land in Madagascar. Environment, ancestors and development*

Leiden, Brill, « African Social Studies Series », 2013, 252 p.

Sophie Moreau

**Sandra J.T.M. Evers, Gwyn Campbell et Michael
Lambek eds., *Contest for land in Madagascar.
Environment, ancestors and development*. Leiden, Brill,
« African Social Studies Series », 2013, 252 p.**

- 1 L'objectif de Sandra Evers, Gwyn Campbell et Michael Lambek dans *Contest for land in Madagascar* est ambitieux. Comme l'exposent ces éditeurs dans l'introduction, il s'agit ici d'examiner les interrelations entre les sociétés malgaches et la terre comprise comme une réalité matérielle et subjective. L'idée est de considérer les relations d'interdépendance entre les sociétés et leur environnement. Les caractéristiques sociales, culturelles et économiques des populations dépendent étroitement du cadre matériel dans lequel elles se produisent ; à l'inverse, les représentations que les Malgaches se font de la terre sont une des clés qui expliquent les changements qui affectent l'espace d'un point de vue très matériel.
- 2 Le projet est fort judicieux pour au moins deux raisons. La première tient au fait que, à Madagascar, la terre s'intègre au système de croyances, d'organisation du monde et d'organisation sociale. C'est, certes, un bien matériel dont la valeur est fondamentale dans une économie encore très largement paysanne, mais c'est aussi le lien qui unit les vivants à leurs ancêtres et à leurs descendants. Dans le vocabulaire, *tanindrazana* (terre des ancêtres ou patrie) est l'expression de ce lien symbolique. La seconde raison tient

au contexte économique et géopolitique de l'île. Comme beaucoup de pays africains, Madagascar a vu se développer en quelques années une multitude de projets d'investissement agricole ou minier et de projets de conservation de la biodiversité, projets portant sur de très vastes superficies et étant responsables d'un accaparement des terres plus ou moins contrôlé par les sociétés paysannes. Singularité malgache, le *landgrab* a connu une extrême médiatisation en 2008-2009 : la dénonciation de l'affaire Daewoo (projet agricole s'étendant sur près de 1,3 million d'hectares) a été exploitée pour attiser le mécontentement populaire contre le président Marc Ravalomanana, qui sera finalement renversé par un coup d'État en mars 2009.

- 3 Cet événement a été contemporain d'une prise de conscience globale du *landgrab* et de ses effets négatifs, ce qui s'est traduit par de nombreuses études, notamment en terrain africain, et par le lancement de programmes de recherche. Un ouvrage de synthèse était donc vivement attendu : le voici.
- 4 Le projet central de l'ouvrage se décline de la façon suivante : comment se rencontrent des représentations et des relations à la terre différentes et concurrentes, l'une – pour faire simple – externe, dominée par le capitalisme, l'autre endogène, qualifiée de « traditionnelle » ou, plus justement, d'« holistique » ? « *Land* » est ici polysémique : c'est à la fois la terre, le sol cultivable, le territoire, l'espace et ses ressources minérales et végétales. Les éditeurs considèrent avec justesse que la dichotomie entre ces deux représentations n'est guère utile, pas plus que celle du « local » et de l'« étranger », et qu'il est plus intéressant d'envisager, d'une part, le rôle actif des Malgaches dans leurs interactions avec les acteurs extérieurs, d'autre part, la construction de configurations socioéconomiques et spatiales nouvelles. Il y aurait donc moins « choc des civilisations » de la terre, que co-production de relations à la terre au gré des contextes politiques et économiques.
- 5 Les différentes contributions illustrent ce processus avec une grande richesse. Parce que les auteurs sont issus d'horizons variés (néerlandais, canadiens, américains, malgaches – mais non français : on peut se demander pourquoi) et de disciplines diverses : cela va des études génétiques renouvelant le vieux débat sur l'origine des Malgaches à la science politique à propos de l'affaire Daewoo en passant par des travaux d'historiens tout en faisant la part belle aux enquêtes ethnographiques et anthropologiques, parfois de longue haleine (comme celle de Karen Middleton), parfois solidement ancrées dans la littérature radicale anglo-saxonne (comme celle de Caroline Seagle, mobilisant notamment Henri Lefèbvre). Richesse, aussi, parce que le propos porte sur la longue durée : plusieurs articles sont consacrés aux XVIII^e et XIX^e siècles, et les derniers articles abordent des faits très récents, comme la réforme foncière de 2004 ou l'affaire Daewoo de 2009.
- 6 Les différents auteurs montrent bien que le rapport à la terre dépend d'acteurs divers qui entrent en interaction : les paysanneries bien sûr, avec leurs clivages internes, notamment entre les groupes allochtones et autochtones ; les groupes de parents ; la monarchie *merina* ; les naturalistes ; les sociétés minières ; la diaspora ; la presse ; l'entreprise Daewoo et ses filiales, etc. Si le terme « postcolonial » n'est jamais prononcé, on a tout de même l'impression qu'il s'agit bien ici de saisir les relations à la terre comme une construction en miroir entre des acteurs intérieurs et/ou extérieurs à l'île, et ce sur une longue durée.
- 7 Dans ce livre extrêmement touffu, n'importe quel lecteur curieux de Madagascar trouvera du grain à moudre. On se bornera ici à mettre en relief les contributions qui, à

titre personnel et forcément partial, nous semblent répondre le mieux au propos de l'ouvrage en montrant comment la relation à la terre n'est pas un donné en soi mais une dynamique qui dépend de facteurs contextualisés, selon les acteurs et leurs intérêts.

- 8 Ainsi Victor Raharijaona et Susan Kus analysent la construction du contenu symbolique du terme *tany* (la terre) sous la royauté *merina* ainsi que son instrumentalisation politique. Pour la monarchie d'Andrinampoinimerina, la bonne gestion de la terre, en tant que sol cultivable, a servi à légitimer l'autorité royale, la référence à la terre étant devenue une pièce maîtresse du discours politique et du processus d'imposition du pouvoir.
- 9 Très différent, le texte de Tom Anderson revient sur la façon dont les naturalistes occidentaux ont abordé l'énigme de la nature malgache et montre, à travers l'étude des illustrations scientifiques des lémuriens, comment on passe à une nature qui rentre dans un schéma de compréhension rationnelle, première étape vers la colonisation économique et politique.
- 10 Les deux contributions de Sandra Evers et de Karen Middleton, qui traitent des législations et des pratiques foncières des paysanneries, insistent sur la pluralité des cadres juridiques, formels ou coutumiers, auxquels recourent les paysanneries. L'intérêt ici est de montrer qu'il y a moins d'opposition entre des systèmes fonciers différents que combinaison, dans la pratique, au gré des circonstances et des enjeux, de cadres juridiques différents, plus ou moins opératoires et efficaces. La législation foncière inspirée de la colonisation française est utilisée tout comme la loi coutumière : l'arbre planté est invoqué comme preuve, ou le « petit papier ». Certes, la superposition des cadres juridiques est génératrice de tensions mais elle est aussi un mode de règlement des conflits en introduisant du jeu dans des systèmes fonciers qui, « traditionnels » ou « modernes », sont imparfaits et porteurs d'inégalités. Les auteures attirent notre attention sur la prudence avec laquelle il faut considérer les « solutions foncières » miraculeuses qui voudraient clarifier et simplifier la situation tout en considérant le système foncier comme un pivot de la protection de l'environnement, de la modernisation agricole et de la croissance économique. Comme le montre Sandra Evers, l'application, depuis 2004, du Programme national foncier, est loin d'être une panacée assurant la sécurisation foncière. La réforme foncière introduit une couche supplémentaire dans un millefeuille de droits et de pratiques extrêmement complexes. Chercher à supprimer cet enchevêtrement en « clarifiant enfin la situation » risque de figer des situations parfois inégalitaires ou d'en créer de nouvelles et de générer des exclus. Le modèle de croissance économique d'Hernando de Soto, basé sur l'accès à la propriété privée sécurisée, paraît, dans ce contexte, très peu pertinent.
- 11 Enfin, Caroline Seagle s'intéresse à l'alliance qui s'est établie entre les entreprises minières et la conservation de la biodiversité grâce à un système de compensation de la biodiversité dégradée ou perdue, ou protégée et recréée. L'auteure montre comment cette conceptualisation nie les relations tissées entre une société et son paysage végétal et représente une forme de dépossession de plus des sociétés paysannes.
- 12 En dépit de la richesse et du caractère foisonnant de cet ouvrage, au terme de la lecture on ne peut s'empêcher d'éprouver une légère déception : on reste un peu sur notre faim. Cela tient en partie, bien sûr, aux défauts inévitables d'un recueil collectif composé de blocs hétérogènes entre lesquels, malgré l'effort incontestable du travail de préface, le ciment manque quand bien même les thèmes se répondent. Ainsi, même si

l'on a bien compris qu'il est ici question de retravailler les catégories du « local » et de l'« étranger », le rattachement des études sur la génétique au reste de l'ouvrage reste quelque peu acrobatique. De même, alors que trois articles, celui de Victor Raharijaona et Susan Kus, celui de Gwyn Campbell et celui de Venusia Vinciguerra, traitent du même sujet (l'instrumentalisation de la terre cultivable et des ressources forestières) à des époques différentes (sous la royauté *merina* et lors de l'affaire Daewoo), aucun lien n'est tissé entre ces travaux.

- 13 Plus problématique : tout se passe comme si les communications ici rassemblées venaient justifier à merveille la pertinence de l'interrogation de départ sans y apporter cependant de réponse satisfaisante. Car, ce que l'on aimerait par-dessus tout c'est comprendre, à l'heure où Madagascar se débat dans une crise politique et économique sévère, comment évoluent les relations des Malgaches à la terre, et pouvoir qualifier cette évolution.
- 14 La valeur sacrée de la terre à Madagascar, tout au moins son sens religieux et social profond, est réaffirmée dans toutes les contributions. Toutefois il existe une élite, et ce du niveau local au niveau national, qui est favorable à ces investissements agricoles ou miniers et au développement de la conservation sur de gigantesques superficies. Au-delà de la dénonciation des projets Daewoo et Varun en 2009, les dirigeants ultérieurs n'ont guère remis en cause la stratégie malgache de captation des investissements directs étrangers (IDE) dans des projets agricoles, miniers ou de conservation. Bref, pour caricaturer : la terre des ancêtres est sacrée mais, pourtant, on la vend tous les jours ! Et ce n'est pas seulement le fait de dirigeants éloignés du petit peuple et peu soucieux de ses intérêts. On revient alors à la question de départ : comment la terre des ancêtres et la terre capitaliste s'hybrident-elles ? Comment les sociétés malgaches elles-mêmes recomposent-elles leur relation à la terre ?
- 15 Puisque, justement, tout l'ouvrage dit et répète qu'il n'y a pas d'opposition manichéenne entre ces deux conceptions mais plutôt des interrelations, voire des co-constructions, et que les sociétés malgaches ne sont pas seulement victimes mais aussi acteurs de ces dynamiques (que, certes, elles ne maîtrisent pas mais avec lesquelles elles interfèrent), puisque plusieurs contributions montrent avec justesse combien les sociétés locales combinent des références et des pratiques variables, se réapproprient des catégories extérieures, et combien les pouvoirs sont adeptes de l'instrumentalisation de la terre, c'est bien cet étrange attelage, alliant la terre des ancêtres et la terre marchande, que l'on voudrait voir analysé. Si le contexte est bien posé, cette analyse est finalement éludée. Les articles portant sur la période très récente, de l'affaire Daewoo à la marchandisation de la biodiversité, sont bien plus enclins à souligner les clivages entre acteurs et les oppositions entre ces deux grands modes de représentation de la terre que leurs hybridations.
- 16 Pourquoi ? Est-ce à cause d'une approche par trop fixiste, voire culturaliste ? De contribution en contribution, la répétition de la valeur religieuse, sociale et identitaire de la terre à Madagascar finit presque par lasser. Ne pourrait-on pas partir du principe que, si la relation à la terre est au fondement des identités individuelles et collectives, ces représentations sont susceptibles de se marier avec d'autres, d'évoluer, de décliner ou, au contraire, de s'affirmer avec plus de vigueur ? Voire qu'il s'agit d'un discours qui, comme le relève Venusia Vinciguerra à propos de l'affaire Daewoo, vise à créer du consensus. Ce qui signifie que ce discours peut masquer des réalités complexes et

recouvrir des objectifs variés, allant de la défense des paysanneries à la contestation du pouvoir.

- 17 Serait-ce sinon que les terrains étudiés ne s'y prêtaient pas ou qu'il faut du temps pour déceler et analyser ces recompositions ? On ne peut cependant s'empêcher de penser que le passage en revue de la presse en ligne lors de l'affaire Daewoo aurait pu conduire à une analyse bien plus fouillée de l'utilisation du terme *tany*, dans la bouche des uns et des autres, et aurait pu davantage mettre l'accent sur les contradictions fécondes. Il existe, par ailleurs, des travaux sur la façon dont les sociétés paysannes tentent de s'appropriier les mécanismes de marchandisation de la biodiversité à travers la REDD et les paiements pour services environnementaux, dont il est à peine fait mention dans l'ouvrage.
- 18 Finalement, *Contest for land in Madagascar* nous ayant convaincu de l'importance qu'il y a à considérer les relations à la terre dans leur dimension dynamique, dans leur contexte social, politique et écologique et en miroir avec d'autres représentations, de nouvelles pages restent à écrire sur la recomposition actuelle des relations des Malgaches à leur terre.